

## NOUREDDINE BEDOUI À BOUIRA :

## «Nous sommes très loin de la e-administration»

**«Nous sommes très loin». Le constat sans complaisance est lâché dès le départ par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, ce jeudi, lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Bouira.**

**Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir)** - Le constat est lâché à l'intérieur des services d'état civil de la commune de Lakhdaria, l'une des daïras-mères aux côtés de Bouira, M'chédallah, Aïn Bessem et Sour-El-Ghozlane qui ont été les premières à être dotées du matériel nécessaire pour l'établissement des documents numériques à l'instar du passeport déjà en vigueur, mais également la carte nationale d'identité et, plus tard, du permis de conduire.

Pourtant, pour le cas de la wilaya de Bouira, Noureddine Bedoui s'est montré très satisfait du travail réalisé et des efforts consentis par les autorités locales et de la wilaya qui étaient au rendez-vous fixé au départ au 1<sup>er</sup> octobre dernier. Cependant, ce rendez-vous a été finalement retardé à janvier prochain pour permettre aux autres wilayas d'être prêtes, mais en même temps, un temps supplémentaire pour lequel les autorités de la wilaya de Bouira sont instruites par le ministre pour poursuivre l'opération de dotation des autres communes en matériel numérique afin d'être fin prêtes le jour J.

Cela étant, et même avec cette avancée notable de Bouira qui peut être une wilaya pilote en la matière, le ministre n'a pas caché son pessimisme concernant ce défi pour lequel le pays est confronté à savoir la numérisation de l'administration. «Nous sommes très loin», dira le

ministre face aux responsables locaux auxquels il expliquait sa vision et les défis de l'avenir. «Nous voulons arriver à une administration sans papier. Une administration qui puisse fonctionner avec un seul agent qui sera là, non pour demander au citoyen des papiers, qui ne seront plus nécessaires puisque tout se fera via Internet, mais pour lui remettre le document fin prêt».

Le ministre expliquera sur place combien le pays gagnerait en économisant le papier qui coûte très cher au marché mondial. «Des sommes colossales sont dépensées pour le papier alors qu'il suffit d'introduire ces nouvelles technologies pour économiser et le papier et des postes budgétaires en les dépensant dans la modernisation de l'administration», dira-t-il avant de rassurer les jeunes filles qui étaient en face de lui, chacune devant son poste au niveau des services d'état civil.

Après s'être informé sur leur cas, le ministre s'est tourné vers le maire et le wali pour leur expliquer que toutes ces recrues dans le cadre des différents dispositifs d'emploi, devront être réorientées vers d'autres secteurs pour être plus rentables.

Le ministre rassurera les filles en leur disant que l'Etat ne les lâchera pas ni ne les licenciera mais leur trouvera des postes là où elles seront plus rentables, dans d'autres secteurs autres que l'administration.



Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Après Lakhdaria, le ministre fera d'autres escales à Aïn Bessem et Bechloul mais le discours sera pratiquement le même, le ministre insistant à chaque fois sur la nécessité de moderniser l'administration pour aboutir à la gestion numérique, la e-administration. Il insistera pour que le citoyen puisse dans un avenir proche, après avoir introduit la technique du cachet numérique, se faire établir ses documents administratifs comme les extraits de naissance, les fiches familiales ou encore le certificat de résidence chez lui, à la maison, demander son passeport ou sa carte d'identité par mail, etc.

Et plus que tout et c'est là que le ministre parlera de ce retard que nous accusons dans ce domaine, le e-paiement. Cela se fera une fois ces documents personnels numérisés avec un seul identifiant pour chaque citoyen. A ce moment-là, même le procès d'une infraction rou-

tière pourra être payé sur place, ou encore les factures d'électricité, de l'eau, etc. ce qui facilitera les recouvrements pour diverses institutions qui souffrent pour le moment de plusieurs milliards d'impayés.

Cela étant, le deuxième volet développé par ce digne représentant du gouvernement, dans sa quête de sensibilisation lors de cette sortie sur terrain, est le volet investissement privé créateur d'emplois.

Nous disons sortie sur terrain, car c'en était vraiment une, tant à chaque escale le ministre se donnait tout le temps nécessaire pour écouter les gens de la rue, ceux qui l'attendaient sur les trottoirs devant les points de visite. Le ministre écoutait tout le monde et à chaque fois, il insistait sur la nécessité de sauvegarder la paix et la stabilité dont jouit actuellement le pays et ce, afin de pouvoir aller de l'avant et essayer de remédier à tous les problèmes

d'aménagement, de construction de logements et d'emplois, en encourageant les maires à trouver des espaces pour la création des zones d'activités, génératrices d'emplois. «Des emplois directs et indirects» comme il l'a rappelé lors de sa visite de la zone d'activités d'Aomar où il a visité une usine de résine polyester et une briqueterie appartenant à des privés.

Le ministre qui a rappelé sans ambages la crise économique qui frappe le pays après la chute du prix du pétrole, a tenu cependant à rassurer tout le monde sur la disponibilité de l'argent nécessaire pour le financement des aménagements de ces zones d'activités en puisant depuis le fond de solidarité du ministère de l'Intérieur.

Tout comme il a tenu, lors d'une rencontre avec les élus locaux et les représentants de la société civile tenue à l'auditorium de l'université Akli-Mohand-Oulhadj qui a eu lieu entre 19 heures et 21 heures et durant laquelle ce représentant du gouvernement a eu à répondre à plusieurs questions ayant trait à divers secteurs et touchant plusieurs ministères, à rassurer les maires et les élus de la wilaya qui l'interpellaient sur cette cabale qui poursuit les élus locaux qui se retrouvent le plus souvent devant le juge pour de simples actes de gestion mais qui les torturent à mort, en leur disant que le président de la République en personne a décidé de «dépenaliser l'acte de gestion» pour, justement, lever cette torture morale qui hante les élus locaux...

Y. Y.

## CONTRIBUTION

## L'arbre qui cache la forêt

Nous sommes à la veille du 1<sup>er</sup> Novembre 2015, date-anniversaire (le 61<sup>e</sup>) du déclenchement de notre glorieuse guerre de Libération nationale. Mais la sacralité, la solennité et l'hommage que requiert la commémoration adéquate de cette date phare de l'histoire de notre pays, quasiment occultés depuis longtemps, ne seront sans doute pas de mise encore cette année, malheureusement.

Plus est, les exigences mémorielles attachées à cet événement historique sont supplantées, cette fois-ci, par un contexte socio-politique caractérisé par un climat délétère, qui donne libre cours à des convulsions fiévreuses autour de l'emprisonnement et le limogeage de généraux, des restructurations du DRS ou encore de luttes de clan au niveau du sommet de l'Etat, le tout amplifié par les retombées négatives de la baisse du prix du pétrole et abondamment exprimé à travers la presse et les réseaux sociaux sous forme d'inquiétudes et d'interrogations sur l'avenir du pays, sans toutefois que la pertinence et la profondeur de l'analyse dominant le débat, qu'il s'agisse des tenants de l'alarmisme excessif ou de ceux qui affichent un optimisme béat.

C'est qu'en la matière, la communication gouvernementale souffre d'un déficit chronique qui a toujours favorisé, voire encouragé, de telles agitations, souvent sur fond d'une crise aux contours en apparence imprécis mais dont l'origine, au-delà des per-

turbations conjoncturelles, telle présentement la baisse du prix du pétrole et ses contrecoups sur la santé financière du pays, tient avant tout de la nature du système politique algérien tel qu'il a évolué depuis la lutte armée de Libération nationale, articulé fondamentalement sur la problématique du pouvoir. Il est vrai que les divergences et les luttes intestines au cours de cette période trouvaient leur dénouement dans le consensus que dictait le sacro-saint objectif de l'indépendance nationale. Mais dès celle-ci virtuellement acquise suite aux accords d'Evian de mars 1962, les appétits pour l'accaparement du pouvoir ont ressurgi en s'aiguissant pour atteindre leur point culminant avec le coup d'Etat de 1962 qui a permis d'écarter les institutions légitimes de la Révolution, à savoir le Gouvernement provisoire de la République algérienne et le Conseil national de la Révolution, au profit de l'état-major général de l'ALN qui a imposé par la force une direction au pays, hélas au prix de victimes civiles qui aurait pu dégénérer en guerre civile n'étaient la maturité et la sagesse du peuple algérien, manifestées à travers le fameux slogan : «Sebaâ snine barakat». C'est à l'aune de ces décombres que le système politique algérien a émergé et dont l'évolution, malgré les crises successives qui en ont ponctué le cours, n'a fait que confirmer sa véritable nature : opaque, monopoliste et antidémocratique ; comme

elle a révélé son ingénieuse capacité à s'adapter et à se reproduire sous des formes variées dont le but réel mais inapparent reste exclusivement la garantie de sa survie et de sa perpétuité.

Ce fut notamment le cas en 1965 au nom du redressement révolutionnaire, à la mort du Président Boumediène en 1978 au nom de la continuité et après les événements de 1988 par le passage du parti-Etat à un multipartisme débridé induisant une démocratie de façade sous le couvert desquels, le système de la cooptation s'est insidieusement conforté à travers les désignations électives aux différentes fonctions impliquant l'élection de leur titulaire (les assemblées locales, les députés et membres du Conseil de la nation et les chefs de l'Etat), où les nominations à des postes de gestion au profit de cadres qui, souvent par nécessité, intègrent les rouages du système et, consciemment ou inconsciemment, concourent à sa consolidation. Consécutivement, se pose et se repose l'épineuse et lancinante question de la légitimité du pouvoir, par-delà les résultats des urnes, c'est-à-dire celle qui implique une démocratie participative effective fondée sur la transparence et l'alternance. Car, comme le disait J.-J. Rousseau, un peuple qui se contente de voter n'est pas un peuple libre.

Une telle logique, qui, par ailleurs, privilégie rarement les compétences, notamment au sommet de l'Etat, ne peut être que le pro-

Par Hocine Snoussi,  
colonel à la retraite



duit des retards historique, économique, culturel et social de l'Algérie, des retards engendrés, certes, par les différentes invasions étrangères, singulièrement la colonisation française, mais dont les racines plongent également dans le substrat socio-culturel d'une civilisation musulmane en décadence depuis des siècles, tournant toujours le dos aux valeurs d'une civilisation universelle nourrie des enseignements du siècle des Lumières et du triomphe de la raison.

Ne faisons donc pas l'erreur de nous précipiter de l'arbre et d'ignorer la forêt qu'il cache.

H. S.